











ÉDITION ABONNÉS

« Des Biélorusses vont en prison pour défendre la frontière entre le vrai et le faux. Ne les oublions pas »

Par Alain Frachon Publié aujourd'hui à 03h40, mis à jour à 06h58

Ō Lecture 4 min.

Dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde », salue l'exemplarité du mouvement civique biélorusse qui, depuis le 9 août 2020, réclame au régime dictatorial d'Alexandre Loukachenko, malgré la cruauté des peines encourues, de nouvelles élections.















Un homme tient des photos de personnes qui seraient détenues par la police en Biélorussie, lors d'une manifestation, à Toronto, au Canada, le 3 avril. KYAW SOE OO / REUTERS

hronique. La Biélorussie est ce pays où le seul fait d'afficher des chaussettes rouge et blanc peut vous conduire en prison. Si vous filmez l'interpellation d'une jeune femme portant ces couleurs, c'est aussi la prison. Ou si vous êtes surpris à chanter et danser dans la rue quand vous ne devriez ni chanter ni danser dans la rue. Pourtant, jour après jour, des Biélorusses manifestent.

Les peines tombent : de plusieurs mois à quatre voire six ans d'emprisonnement ferme pour troubles graves à l'ordre public ou atteinte à la sécurité d'un régime qui n'aime pas les chaussettes de couleur. Dans son bureau de l'Assemblée nationale, à Paris, ce jeudi 15 avril, Frédéric Petit tient les comptes : « Deux cent cinquante jours déjà et pas une semaine sans que, d'une façon ou d'une autre, des Biélorusses n'entretiennent <u>le mouvement de protestation né le 9 août dernier</u>. » « Ils sont inventifs », ils créent et recréent les signes extérieurs de leur opposition au régime dans un climat de répression continue, dit le député de la 7^e circonscription des Français de l'étranger (Europe centrale et orientale). Frédéric Petit est un polyglotte, passionné, amoureux de son « terrain ».

Lire aussi: En Biélorussie, les manifestants face à l'épreuve de la prison

Retour en arrière. Le 9 août 2020, Alexandre Loukachenko, 65 ans, dont vingt-cinq de dictature, ancien militaire mais portant encore volontiers la casquette soucoupe volante des généraux de l'Armée rouge, est « réélu » à la tête de ce pays de 9,5 millions d'habitants : 80,2 % des suffrages. Inconsolable nostalgique de l'URSS, Loukachenko est prudent : quelques mois avant le vote, il a jeté en prison l'un de ses principaux opposants, le courageux blogueur Sergueï Tsikhanovski. Mais la femme de celui-ci, <u>Svetlana Tsikhanovskaïa</u>, paisible mère de famille de 37 ans, a pris le relais et suscité un immense enthousiasme populaire – que ne traduit pas son score officiel (9,9 %).











Au moins 450 cas de torture avérés

Unanimement perçu comme le résultat d'une fraude monstrueuse, le scrutin a provoqué des semaines de manifestations massives, d'une ville à l'autre, réprimées avec une particulière brutalité : 6 morts, des dizaines de milliers d'arrestations, tabassage des détenus et, selon un rapport de l'ONU, au moins 450 cas de torture avérés. Andreï Vaitovich, tout jeune journaliste franco-biélorusse, aujourd'hui installé à Paris, dénonce la probable intervention de mercenaires ukrainiens, encagoulés, venus de la région du Donbass, où la Russie entretient une « république » sécessionniste.

L'emblème du mouvement d'opposition est l'ancien drapeau de la Biélorussie : rouge et blanc – d'où l'arrestation de la jeune femme aux chaussettes. Aucune des manifestations n'a donné lieu au moindre signe de violence. Pas une voiture brûlée, pas un élément de mobilier urbain endommagé, pas une vitrine brisée. Opérant souvent masquée, la soldatesque au service du dictateur a agressé, et agresse toujours, des Biélorusses dont l'exemplaire civilité reste la marque : une profession de foi citoyenne face à l'exercice dictatorial du pouvoir.

Lire aussi: « De combien de sang Loukachenko et ses sbires ont-ils besoin ? » : la mort d'un homme battu par la police secoue la Biélorussie

Les manifestations de masse ont disparu. « Il faut bien vivre, on n'a qu'une vie », dit Andreï Vaitovich, comme pour s'excuser. Mais, menant une « sorte de guérilla politique », observe Frédéric Petit, des Biélorusses, semaine après semaine, s'arrangent pour mettre en garde Loukachenko : le mouvement n'est pas mort. La répression continue aussi. « Chaque jour il y a des procès et plus personne n'est épargné », dit Vaitovich.

Mouvement singulier

Petit échantillon du mélange d'absurde et de cruaute qu'est la « justice » rendue au temps de Loukachenko.











Mouvement singulier

Petit échantillon du mélange d'absurde et de cruauté qu'est la « justice » rendue au temps de Loukachenko. Aliaksandr Vaitseshyk, militant des droits de l'homme, détenu pour avoir pris la photo d'un prévenu au tribunal. Konstantin Svidunovich, journaliste de télévision, détenu pour avoir participé à une manifestation « dansante ». Ihar Losik, arrêté en juin 2020, administrateur de messagerie, père d'une petite fille de 2 ans, dans un état fragile après une grève de la faim et une tentative de suicide. David Zbaranski, étudiant, 17 ans, emprisonné depuis quatre mois, pour avoir manifesté. Ivan Datsyshyn, étudiant, 21 ans, condamné à quatre ans de prison pour avoir manifesté. Le manifestant Mika Tsikhanovskaïa, 16 ans, lycéen, épileptique, envoyé pour cinq ans en « colonie pénale ». Les jeunes journalistes Daria Tchoultsova et Katerina Bakhvalova purgent deux ans de prison ferme pour avoir enquêté sur ce qui est arrivé au peintre Roman Bondarenko, 31 ans, tabassé à mort, début novembre 2020, dans un fourgon de la police.

Le mouvement civique biélorusse est singulier à bien des égards. A l'état brut, « ce n'est pas une revendication politique, économique ou sanitaire » (contre le coronavirus, Loukachenko conseillait la vodka). Dans ce pays russophone et russophile, le mouvement n'est pas pro- ou antirusse, explique Vaitovich : « Il incarne l'exigence de la vérité face au mensonge, pris comme une insulte à notre égard, une atteinte à notre dignité. » Le mensonge de trop, et une seule revendication : un dialogue avec le pouvoir pour organiser de nouvelles élections. « Nous ne tentons pas un coup d'Etat, nous ne voulons pas diviser le pays. Nous voulons un dialogue politique », dit la grande Svetlana Alexievitch. L'écrivaine biélorusse, Prix Nobel de littérature, harcelée, menacée par les sbires du régime, a dû quitter son pays – comme des milliers de ses compatriotes depuis l'été 2020.

Le député Petit et le journaliste Vaitovich ont saisi toute l'exemplarité de la protestation biélorusse. Elle dépasse le dictateur de Minsk. En ces temps de manipulations de l'information, des femmes et des hommes vont en prison pour défendre la frontière entre le vrai et le faux. Le moins qu'on puisse faire pour eux est de ne pas les oublier.